

Note

« Dette externe et souveraineté politique en Amérique latine »

Jaime Llambías-Wolff

Études internationales, vol. 17, n° 2, 1986, p. 401-409.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702010ar>

DOI: 10.7202/702010ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

DETTE EXTERNE ET SOUVERAINETÉ POLITIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

Jaime LLAMBIAS-WOLFF*

Les investissements étrangers ainsi que les prêts consentis par les pays du Nord à l'Amérique latine avaient pour objectif le développement industriel, agricole et technologique de ces pays. Le bilan historique nous montre cependant que les résultats sont fortement opposés aux objectifs fixés par ces investissements et par ces prêts conférés par les pays industrialisés, tant au niveau de la vocation du flux de capitaux privés vers les pays sous-développés qu'au niveau des échanges commerciaux entre les pays capitalistes développés et le Tiers Monde. Conséquences de cette situation: le Tiers Monde devenu exportateur des capitaux, n'est pas un monde en développement, comme on se plaît à le dire, mais plutôt un corps en quête d'indépendance économique et donc politique; et l'écart entre le Nord et le Sud tend à accroître de plus en plus.

I - LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN AMÉRIQUE LATINE DANS LE PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL

Traditionnellement, les pays d'Amérique latine jouaient le rôle économique que la division internationale du travail leur avait attribué, c'est-à-dire le rôle d'exportateurs de matières premières, de production alimentaire, de ressources humaines à bon marché pour la production/exportation et de débouchés pour les produits manufacturés venant du Nord.

Au niveau des investissements étrangers directs, le bilan démontre qu'ils n'entraînent en réalité qu'une faible sortie de capitaux des pays à l'origine des investissements, une part importante étant obtenue directement dans les pays d'accueil.

D'autre part, et compte tenu du taux de profit élevé que les sociétés transnationales obtiennent dans les pays sous-développés et de leur politique de rapatriement des bénéficiaires, les investissements directs dans ces pays représentent en fait un transfert net de ressources vers le Nord et donc une décapitalisation incessante des pays sous-développés qui financent dans une large mesure le « développement » des pays industrialisés.

* Directeur général de l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale, Montréal, Canada.

Revue *Études internationales*, volume XVII, n° 2, juin 1986

Nous devons aussi souligner que la souveraineté nationale des pays du Sud est fortement menacée par le comportement des sociétés transnationales. Ces menaces à la souveraineté nationale des pays sous-développés où opèrent les transnationales sont mises en évidence de manière plus criante encore par quelques faits et actions extraits de l'histoire de ces monopoles contemporains :

- * Le non-respect des législations des pays où elles opèrent, par exemple en matière d'investissements étrangers, et des politiques fiscales, commerciales, du travail et des prix.
- * L'ingérence directe ou indirecte dans les affaires intérieures des pays où elles opèrent.
- * Leur appel aux gouvernements des pays d'origine pour qu'ils exercent des pressions politiques ou économiques sur le gouvernement du pays d'accueil en faveur de leurs intérêts particuliers.
- * En cas de nationalisation leur refus de se plier à la juridiction nationale en matière d'indemnisation.
- * Leur opposition aux efforts des pays sous-développés pour exercer un contrôle effectif sur leurs ressources mutuelles et leur mise en valeur.

En ce qui a trait au processus d'industrialisation des pays sous-développés, les statistiques nous démontrent que le Tiers Monde n'assure finalement que moins de 9 % du produit industriel mondial. De plus, on constate que la production industrielle du Tiers Monde se concentre dans les secteurs de moindre complexité industrielle et technologique et que les industries sont dominées par les firmes transnationales. Dans le cas de l'Amérique latine, ces multinationales sont essentiellement nord-américaines. Parmi les pays mêmes du Tiers Monde on remarque que seulement cinq pays ont à eux seuls plus de 60 % du produit industriel des pays sous-développés.

Deux changements économiques majeurs au niveau des investissements étrangers se sont produits au cours des dernières décennies en Amérique latine. D'abord, une diminution significative des investissements étrangers directs et en second lieu, une augmentation des investissements financiers. Ces deux changements dans les rapports économiques Nord-Sud ont retardé et limité les possibilités de développement de l'Amérique latine et ont, en même temps, favorisé l'augmentation de l'écart entre les pays industrialisés et les pays pour ainsi dire mal-développés.

Par rapport au flux international des capitaux, on observe des changements importants entre la période d'avant la Seconde Guerre mondiale et la période des années 70. Au milieu des années 40, par exemple, l'Amérique latine recevait plus de 40 % des investissements directs provenant des États-Unis. L'Europe, par contre, ne recevait qu'une part de 20 %. Cette situation changea vers le milieu des années 70 n'accordant à l'Amérique latine que 17 % de ces investissements, alors que l'Europe jouit d'une augmentation allant jusqu'à 37 % du montant total des investissements provenant des États-Unis. Cette situation se manifeste aussi au niveau des échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. À l'exception des pays

producteurs de pétrole, les exportations mondiales du Tiers Monde ont passé de 24 % au milieu des années 50 à seulement 12 %, en moyenne, entre 1970 et 1980.¹

D'autre part, le comportement du capital financier signale aussi un changement significatif qui reflète la nouvelle voie de la rentabilité choisie par les capitaux privés au Tiers Monde. Le flux financier orienté vers les pays sous-développés augmente ainsi de 40 % à 60 % entre 1970 et 1980. En effet, les investissements étrangers du capital financier, autrement dit les prêts et crédits de la Banque commerciale transnationale, constituent aujourd'hui un véritable marché d'export-import des capitaux. Selon la CNUCED, les pays du Tiers Monde ont exporté, sous la forme d'intérêts sur la dette extérieure, une somme trois fois plus élevée que les paiements correspondant aux bénéfices des investissements privés directs étrangers.

La dette externe croissante de l'Amérique latine constitue donc dans la nouvelle conjoncture, le leitmotiv de la crise économique des pays du sud du Rio Grande, bloquant ou empêchant les possibilités de développement et hypothéquant du même coup la souveraineté politique de ce continent.

En effet et comme nous l'avons déjà souligné précédemment, les investissements directs des sociétés transnationales, malgré leur importance, ne constituent pas aujourd'hui la partie la plus importante et la plus rentable des capitaux privés exportés vers les pays sous-développés. Ces investissements connaissent aujourd'hui la forme d'exportation des capitaux, dits de prêts qui, suivant les données de l'OCDE, représentent près de 90 % des flux financiers vers le monde sous-développé à la fin des années 70.

Ce sont les banques transnationales qui jouent ici le rôle principal dans cette transformation structurelle du flux des capitaux privés vers le Tiers Monde, en étendant de façon notable, particulièrement au cours de la dernière décennie, leurs opérations internationales. Les prêts nets des banques privées canadiennes au Tiers Monde ont augmenté, par exemple, d'une moyenne de 150 millions de dollars entre 1971 et 1973 à 1,485 million de dollars en 1980 et à 2,141 millions de dollars en 1981. Maintenant, si l'on considère le total des apports financiers canadiens au Tiers Monde (investissements directs, prêts nets, aide publique au développement), la proportion de ces prêts augmente aussi considérablement. Entre 1971 et 1973, les prêts nets des banques privées représentaient 14,9 % du total des apports financiers. Cette proportion s'est vue augmentée à 38,8 % en 1979, à 39,4 % en 1980 et à 30,0 % en 1981. Ce n'est que lorsque la récession s'est vraiment fait sentir que l'essor rapide des prêts a aussi freiné. Les prêts des banques privées furent ainsi de l'ordre de 248 millions de dollars en 1981, ce qui représente 8,4 % du total des apports financiers.²

1. Fidel, CASTRO, *La Crise mondiale, économique et sociale*, La Havane, Nouvelle Société des éditions Encre, 1983, pp. 19-20.

2. « Coopération par le développement: efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide publique au développement » (Paris). Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), diverses années. *Revue Optique*, Ottawa, Institut Nord-Sud, 1985.

II – UNE AMÉRIQUE LATINE EXPORTATRICE DES CAPITAUX

On voit ainsi la nouvelle dimension du rôle alloué aux pays de l'Amérique latine dans la division internationale du travail : celui d'exporter des capitaux, via les services de la dette provoquée par les prêts. Cette situation s'accompagne aussi de sa dimension politique : l'hypothèque par les pays de l'Amérique latine de leur propre souveraineté politique, de leur propre marge de manoeuvre politique.

La perspective économique de l'Amérique latine est donc très sombre. Selon la CEPAL, le PIB (produit intérieur brut) qui avait connu une augmentation de 6,5 % en 1979 et de 5,8 % en 1980 n'atteint que 1,2 % en 1981, c'est-à-dire le taux le plus faible depuis le début de la Première Guerre mondiale. Cette réalité est encore plus fracassante pour les années qui suivirent alors que 17 pays latino-américains ont vu chuter leur rythme de croissance tant en terme brut que par habitant.³

D'autre part, la conjoncture financière mondiale a été aussi très négative pour les pays d'Amérique latine affectés cette fois par la désintégration du système de taux de change fixe, par une inflation galopante, par une pénurie de ressources financières, par l'existence d'un énorme déficit dans leur balance des opérations courantes et en fait par une augmentation sans précédent du taux d'intérêt qui gonfle en spirale la dette externe.

La réduction du volume des exportations et la détérioration des termes de l'échange contribuèrent encore plus à cette situation déjà dramatique. À titre d'exemple, entre 1978 et 1982 seulement, les exportations des pays sous-développés ont diminué en moyenne de 1,7 % par année en même temps que la dette externe augmentait de 16,8 %.⁴ La dette externe brute de l'Amérique latine a donc grimpé de 107 milliards en 1977 à 309 milliards en 1983.⁵ Au Tiers Monde, elle passe de 75 milliards en 1971 à 260 milliards en 1977 et à plus de 600 milliards en 1983. À titre comparatif, en Afrique les paiements sur la dette dépassent de trois milliards de dollars l'augmentation de la dette brute totale. En 1980, le flux était de 1 milliard de dollars en sens inverse.⁶

Ces pays se sont ainsi toujours de plus en plus endettés, dans la mesure où les ressources financières qu'ils ont reçues n'ont servi qu'à compenser à court terme les déséquilibres de leur balance des paiements et n'ont pas eu l'incidence réelle sur le processus de développement.

Il est évident que la spirale de l'endettement, amorcée dans les années 70, a pris aujourd'hui un rythme vertigineux qui dépasse toutes les prévisions antérieures, au point que les pays du Tiers Monde sont toujours insolvables. L'envergure de

3. CEPAL, « Balance preliminar de la economía latino-americana durante 1981 », Document L. 260/Rev. 1, p. 5.

4. ONU, *World Economic Survey*, 1981-82, pp. 9 et 56.

5. CEPAL, « Balance preliminar de la economía latino-americana durante 1982 ». In Miguel TEUBAL, *Crisis y deuda externa: América Latina en la Encrucijada*, Buenos Aires, Ediciones del IDES, 1985, pp. 32 et 33.

6. Gérard de BERNIS, et Jacques, LÉONARD, « Une ruineuse course aux crédits extérieurs », *Le monde diplomatique*, avril 1986, p. 15.

l'endettement est telle qu'on voit mal comment les pays de l'Amérique latine peuvent envisager une croissance économique et même le maintien des bas niveaux de consommation déjà existants dans ces pays dépendant largement des importations.

D'autre part, les capitaux importés via les prêts et les crédits ont été fort mal utilisés dans toute perspective de développement à long terme. À un point tel que dans des pays comme le Mexique ou le Venezuela, et malgré les détournements et les erreurs des politiques économiques, une bonne partie des prêts et des crédits ont été investis. Dans d'autres pays qui ont suivi plutôt un modèle néo-libéral comme l'Argentine ou le Chili, ces argents ont été littéralement gaspillés.

Le service de la dette s'est donc accru, entre 1978 et 1982, à un rythme annuel moyen de 23,3 % supérieur à celui de la dette elle-même. Cela signifie qu'il faut toujours plus emprunter pour payer ce que l'on doit. Aussi, d'après des calculs de la Banque mondiale, le transfert net réel des ressources financières vers le Tiers Monde n'équivalait qu'à 22 % du total des prêts en 1980.⁷ Selon les sources de la CEPAL, les pays latino-américains ont transféré vers les pays riches, au titre des paiements d'intérêts, 37,3 milliards de dollars en 1984.

Le rapport entre les intérêts de la dette et les exportations des biens et des services de l'Amérique latine ne cesse donc d'être néfaste pour les économies de ces pays. En 1977, 12,4 % des exportations allaient au service de la dette. En 1982, le pourcentage monte à 38,3 %. À titre indicatif, en Afrique noire les dettes représentaient, en 1984, trois fois les ressources d'exportation.

Les ressources ainsi transférées l'ont été aux dépens de la croissance, des revenus de l'emploi. Des pays ont ainsi effectué des transferts négatifs par rapport à leurs exportations de biens et de services: 47 % (Mexique), 32 % (Uruguay), 23 % (Argentine).

III – QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE LA CRISE ?

Cette dynamique de l'endettement des pays latino-américains permet de visualiser clairement que les effets de la crise constituent en même temps une source d'enrichissement pour les capitaux financiers nationaux ainsi que pour les capitaux financiers transnationaux.

Les caractéristiques structurelles de l'économie latino-américaine et le contrôle de l'économie exercé par la bourgeoisie industrielle et particulièrement la bourgeoisie financière, ont permis le développement de la spéculation et la fuite de capitaux vers les pays industrialisés.

En même temps que les argents faisaient défaut pour développer l'agriculture et le secteur industriel, une partie des capitaux empruntés s'orientait vers des banques américaines et/ou européennes. C'est ainsi que différents scandales financiers virent

7. Banque mondiale, *Informe sobre el desarrollo mundial 1981*, Washington, 1981, p. 69.

le jour et que l'opinion publique mit derrière les barreaux, entre autres, l'ex-ministre argentin de l'Économie, Jose Martinez de Hoz, l'ex-ministre des Finances du Chili, Rolph Lüders et un certain nombre de « *saca-dolares* » (les evade-dollars) au Mexique. Au Venezuela, par exemple, la fuite des capitaux qui se chiffrait à 3,3 milliards de dollars entre 1973 et 1977 grimpa à 58,6 milliards de dollars entre 1978 et 1982.⁸

D'autres bénéficiaires de cette crise de l'endettement sont les membres de la communauté financière internationale. En fait cette communauté financière internationale n'est qu'une internationale de banques privées. Une sorte de supra-classe financière à l'échelle planétaire.

Par exemple: seulement 35 % de la dette extérieure de l'Amérique latine est attribuable aux organismes gouvernementaux ou à des organisations multilatérales (Fonds monétaire international/Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement). Le 65 % restant est dû à cette supra-classe de banquiers privés. Mais ce n'est pas tout: 40 % de ces banquiers privés sont des banquiers nord-américains. Ceux-ci contrôlent donc 80 milliards de dollars (23 %) de la dette latino-américaine. Finalement, 70 % de la dette extérieure que l'Amérique latine doit aux États-Unis est contrôlé par seulement 9 banques américaines.⁹

IV – QUI SONT LES DÉBITEURS ?

En Amérique latine, la plus grande partie de la dette extérieure est imputable aux obligations du secteur privé (Chili 70 %). D'autre part, lorsqu'on parle du secteur privé on parle réellement d'un pourcentage très réduit des entrepreneurs et des banques (Chili 5 %).

Devant cette situation dramatique où l'Amérique latine doit environ \$1,000 par habitant, les possibilités d'honorer les engagements financiers apparaissent très lointains, sinon impossibles. Cette situation préoccupe davantage les créanciers et évidemment les plus importantes banques des États-Unis qui, comme nous l'avons souligné, contrôlent 40 % de la dette due aux organismes non multilatéraux.

Devant la faillite des institutions financières ou l'incapacité des banques à honorer les dettes, les créanciers internationaux cherchent dans les États, l'aval à des crédits dont le recouvrement paraît douteux. C'est ainsi que des situations paradoxales se présentent au niveau latino-américain. L'ex-président du Mexique, M. José López Portillo, nationalise les banques privées, en même temps que des stricts contrôles d'échanges furent exercés par le gouvernement.¹⁰

Cette mesure économique a permis en même temps de contrôler ou d'éviter la fuite légale des capitaux vers l'étranger, pratiquée par les banques comme intermé-

8. Revue *Resúmen*, N° 487, Caracas, 6 mars 1983; Revue *Número*, Caracas, N° 141, 13 mars 1983.

Françoise, BARTHÉLÉMY, « L'argent gaspillé de la dette », *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

9. Lire Revue *Cauce*, N° 49, Santiago, 19-25 novembre 1985.

10. Françoise, BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, p. 21.

diaires entre le secteur industriel et financier. Au Chili, où règne un dogmatisme néo-libéral, et où depuis le début on cherche à limiter l'intervention étatique dans l'économie, l'État fut bon gré mal gré appelé à jouer un rôle d'intervention forcé. En effet, l'option non interventionniste et la privatisation du secteur financier, se sont vues « court-circuitées » par la propre politique néo-libérale lorsque le gouvernement s'est vu contraint d'intervenir dans le secteur des banques et des institutions financières, après le krach provoqué par un enchaînement de faillites mettant en péril le sort des créanciers tant nationaux que internationaux. Dans ce dernier cas, la dette du secteur privé s'élevait à 13 milliards de dollars sur un total de 20 milliards de dollars en 1983.

L'ultime tragédie dans cette danse des milliards est que ceux qui ont participé à cette fête carnavalesque ne sont qu'un groupe réduit, un groupuscule de privilégiés du Nord et du Sud. Par contre, ceux qui payent la facture sont les 380 millions de latino-américains.

C'est précisément pour cette raison que la revue américaine *Times* signalait dans son numéro de juillet 1984 « qu'une large partie de la (dette) a été perdue, volée ou s'est évanouie en fumée. Et sans doute un bon tiers de cette somme s'est terminé dans des comptes privés ouverts à New York, Zurich, Londres et Miami ». ¹¹

V – COMMENT EST PAYÉE LA FACTURE ?

Les plans de redressement économique comportent d'une manière générale les mesures suivantes :

- une restructuration des prêts accumulés ;
- une dévaluation draconienne de la monnaie nationale du pays en question ;
- la compression de l'inflation interne au moyen de mesures fiscales et monétaires,
- la diminution substantielle des dépenses publiques.
- le contrôle des salaires ;
- la réduction des importations.

Toutes ces mesures d'austérité entraînent souvent une diminution des coûts de la vie lorsqu'on transfère les conséquences de la crise aux secteurs sociaux les plus démunis avec des politiques monétaires récessives qui impliquent une augmentation du chômage, une réduction des salaires et une diminution des services sociaux et de bien-être.

On estime qu'il existe aujourd'hui en Amérique latine plus de 100 millions de personnes sans emploi. Le chômage, la pauvreté et la situation généralisée de désespoir ne cessent d'accumuler parmi la population une immense frustration et il suffit d'un rien pour que ce mécontentement populaire se transforme en actes de violence imprévisibles. ¹²

11. *Time*, New York, 2 juillet 1984, in F., BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, p. 21.

12. Lire *Journal Demain le monde*, Bruxelles, N° 14, 30 septembre 1985.

Même si le FMI prétend ne pas imposer ses programmes de stabilisation mais de les élaborer en consultation avec les pays concernés, il en ressort que ce sont les masses pauvres, auxquelles on est loin de pouvoir reprocher d'avoir participé à la fuite de capitaux ou d'avoir favorisé les importations de luxe et les besoins de consommation excessifs, qui en souffrent.¹³

VI – PEUT-ON SORTIR DE LA CRISE ?

La crise de l'endettement des pays latino-américains et du Tiers Monde en général est sans doute actuellement l'un des principaux centres de tension entre le Nord et le Sud. Évidemment, les pays du Nord chercheront à recevoir les paiements par toutes sortes de mesures économiques et politiques. Ils savent cependant que la réalité des chiffres est plus déterminante que la volonté ou que le désir d'exiger des paiements dans les conditions actuelles.

La situation est claire: il est impossible d'imaginer que cette dette pourra être payée. Voilà la réalité! Il ne s'agit plus d'un problème seulement économique mais plutôt d'un problème politique, c'est-à-dire de reconnaître devant la communauté internationale l'impossibilité pour ces pays de payer la dette extérieure.

Devant le dilemme de payer ou de ne pas payer la dette, il y a certainement des formules intermédiaires viables. Dans cette optique, pensons à une proposition d'un « remboursement créateur » où la dette serait payée en espèces et en nature. Le remboursement en espèces se ferait en monnaie locale fondé sur une proportion du PNB et affecté à un fonds de développement national. Le remboursement en nature chercherait à acquitter une partie de la dette avec des « paiements » investis dans des projets de développement social, économique et environnemental.¹⁴ Solution viable, mais très peu intéressante pour le capital financier international.

En effet, la sauvegarde et la légitimité politique de l'ordre économique-financier international actuel est, pour les pays industrialisés, plus déterminante que les montants mêmes de la dette du Tiers Monde. Alternative peut-être viable à court terme mais sans doute explosive dans la stabilité politique future, tant au Tiers Monde que dans les rapports économiques entre le Nord et le Sud.

Il se peut aussi, comme l'a déjà signalé le nouveau président du Pérou, M. Alan García, que la crise de la dette externe des pays latino-américains pourrait avoir un effet « boomerang » dans le sens de développement de la solidarité continentale et de la recherche de solutions collectives au problème.

D'autre part, comme l'a déjà manifesté le président cubain, M. Fidel Castro, c'est peut-être l'effondrement du système bancaire international qui va déclencher une fois pour toutes l'émergence d'un nouvel ordre économique international. C'est pourquoi les banques sont obligées d'accorder de nouveaux crédits aux pays débiteurs, car ces nouveaux crédits permettront aux pays débiteurs de payer au

13. *Ibid.*, p. 6.

14. Susan, GEORGE, « Pour un « remboursement créateur ». *Le Monde diplomatique*, avril 1986, p. 17.

moins les intérêts pour les anciens crédits... en fait une façon de légitimer les relations économiques que le Nord impose au Sud.

Il faut cependant reconnaître :

- Que la croissante dette externe de l'Amérique latine est un problème structurel aux économies du continent.
- Que les alternatives monétaires ne résoudreont pas les problèmes de l'endettement, ni à court ni à long terme. Elles ne feront, dans les meilleures circonstances, que métamorphoser les rapports financiers entre le Nord et le Sud et anesthésier la crise actuelle.
- Que même si le réaménagement des dettes en faveur des pays débiteurs n'est pas une solution durable, il est d'une nécessité impérieuse si l'on veut éviter un effondrement catastrophique du système monétaire et financier international.
- Que les conditions figurant dans les accords de rééchelonnement affectent surtout les groupes de population des pays du Tiers Monde qui ne sont ni responsables de la crise de l'endettement ni en mesure de supporter de nouvelles charges économiques et sociales supplémentaires.
- Que l'avenir n'est pas très prometteur pour les peuples latino-américains. Les pays industrialisés et particulièrement les États-Unis cherchent à financer leur reprise économique aux frais de la récession tiers-mondiste. Il s'agit d'un transfert de ressources aux pays du Nord au risque d'internationaliser la crise.
- Que seulement dans un nouvel ordre économique international on trouvera une solution à la crise financière actuelle et un meilleur équilibre dans les rapports économiques entre les pays industrialisés et le Tiers Monde.
- Que dans le contexte actuel, c'est peut-être le moment de faire réalité le rêve de Simon Bolivar. Les pays latino-américains doivent se concerter et négocier ensemble d'une façon ferme et catégorique, pour protéger les véritables intérêts de leurs majorités, ne pas endosser la dette du secteur privé et exiger des rapports économiques équitables par un nouvel ordre économique international.

Ce qui tarde encore à être fait doit être fait. Tant qu'il ne se concrétisera pas, le rêve de Simon Bolivar vivra.